



Lettre ouverte des organisations syndicales représentatives des personnels, et de la FCPE 53

à Madame la directrice académique
des services de l'Education nationale
DSDEN, Cité administrative - BP 23851
53030 – LAVAL cedex 9

Madame la directrice académique,

Lors de son discours à Viry-Châtillon, le Premier ministre a annoncé une « concertation » sur « le respect de l'autorité au sein de notre jeunesse ». Notre ministre, madame Belloubet l'a lancée ce vendredi 3 mai. A un mois des élections européennes, personne n'est dupe de l'opération politicienne.

La ministre entend faire participer syndicats, associations de parents, et élus à des échanges sur trois questions :

- Le respect à l'école : « *comment responsabiliser les élèves ?* »
- L'autorité de l'école et de ses personnels : « *comment mieux impliquer et responsabiliser les parents ?* »
- La sérénité et la sécurité des élèves et des personnels : « *comment faire de l'école un lieu encore mieux protégé et qui protège toujours mieux ?* »

C'est dans ce cadre, que vous avez pris ce jour, l'attache des organisations syndicales représentatives du département et de la fédération des parents d'élèves pour « *recueillir leurs réflexions et propositions s'agissant du sujet* ».

Pour nos organisations, il s'agit ni plus ni moins que d'une parodie de concertation, dont les conclusions sont connues à l'avance. En effet, le Premier ministre a déjà fait ses propositions le 18 avril, reprises par la ministre lors d'une conférence le 3 mai : obliger les élèves à se lever à l'arrivée des professeurs, faire participer les élèves aux tâches communes, installer des commissions éducatives à l'école primaire, faire assister les élèves perturbateurs à une comparution immédiate au tribunal, établir un contrat entre parents et établissement scolaire, développer les internats éducatifs...

Vous connaissez les revendications des personnels et des parents d'élèves, dont seule la satisfaction permettrait de stopper l'hémorragie que subit depuis trop longtemps l'École Publique. L'objectif de ces concertations, n'est absolument pas de répondre aux revendications des personnels et des parents d'élèves qui se mobilisent pour obtenir les postes, les heures, les classes, le retrait du « *choc des savoirs* » et des groupes de niveaux, l'arrêt des contre-réformes délétères, l'augmentation des salaires, mais bien d'habiller la politique gouvernementale jupitérienne d'oripeaux démocratiques...

En réalité, l'un des objectifs est bel et bien d'accentuer la pression sur l'École publique, sur ses personnels, sur la jeunesse, sur les familles, et de continuer à démanteler les services publics en lançant une vaste opération de communication et d'enfumage.

Nous ne sommes pas dupes. Nos organisations ne seront pas les idiots utiles du gouvernement en donnant de la surface à sa communication au sujet d'une soi-disant « grande concertation » et ne cautionneront pas la politique de casse de l'école Publique mise en œuvre par ce gouvernement. Ainsi, la FNEC-FP FO 53, l'Unsa Education 53, la CGT Educ'action 53, la FSU 53 et la FCPE 53 refusent de participer à cette opération qui vise uniquement à dégager le gouvernement de ses responsabilités et à mettre l'institution scolaire au service de sa politique répressive.

Nous vous prions de croire en notre sincère détermination à mettre un coup d'arrêt à la casse des services publics et à notre attachement viscéral à l'École Publique, laïque et Républicaine.

Stève Gaudin FNEC-FP FO 53

Véronique Heisserer CGT Educ'Action 53

et FCPE 53

Loïc Broussey Unsa Education 53

Laurent Thoraval FSU 53